



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.355/2
du 22 novembre 2017

advies 62.355/2
van 22 november 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux conditions en matière de
formation, d'expérience et
d'aptitude professionnelles,
aux conditions en matière
d'examen psychotechnique
pour l'exercice d'une fonction
dirigeante, d'exécution ou
commerciale dans une
entreprise de gardiennage ou
un service interne de
gardiennage et leur
organisation'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
vereisten inzake
beroepsopleiding, -ervaring en
-bekwaamheid en inzake het
psychotechnisch onderzoek
voor het uitoefenen van een
leidinggevende, uitvoerende of
commerciële functie in een
bewakingsonderneming of
interne bewakingsdienst en de
organisatie ervan'

Le 25 octobre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux conditions en matière de formation, d'expérience et d'aptitude professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante, d'exécution ou commerciale dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et leur organisation'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 22 novembre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 novembre 2017.

*

Op 25 oktober 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding, -ervaring en -bekwaamheid en inzake het psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende, uitvoerende of commerciële functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en de organisatie ervan'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 22 november 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 november 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

De l'accord de la déléguée du Ministre, seuls les articles 61, 4°, 147, 150 et 259 de la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière' constituent le fondement juridique de l'arrêté en projet.

L'alinéa 1^{er} sera modifié en conséquence.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Au 12°, la version française doit être alignée sur la version néerlandaise.
2. L'article 1^{er} comporte deux « 13° ». Le second sera renuméroté en 14° et la suite de la numérotation des définitions sera adaptée en conséquence.

Article 2

1. Comme l'a confirmé la déléguée du Ministre, la notion de « membre du personnel d'exécution » renvoie à celle d'agent de gardiennage (comme cela apparaît dans l'annexe 1). Il convient dès lors d'utiliser cette dernière notion, qui fait d'ailleurs l'objet d'une définition à l'article 1^{er}, 7°.
2. Dans la version française, le mot « interne » sera ajouté après le mot « service ».

Article 6

1. Au 5°, il y a lieu de préciser la date et l'intitulé du règlement (UE) n° 1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 'sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro'.
2. Le 15° doit être subdivisé en deux lettres, a) et b).

3. Interrogée quant au champ d'application des 16° et 17°, rédigés différemment des 1° à 15°, la déléguée du Ministre a apporté les précisions suivantes :

« Punt 17° is van toepassing op alle bewakingsagenten.

Punt 16° is van toepassing op de personen die activiteiten 3°, 7° en 13° van de wet uitvoeren maar nog niet de volledige opleiding doorlopen hebben en dit dus enkel onder specifieke voorwaarden kunnen doen.

Punt 16 dient inderdaad duidelijker geformuleerd te worden en indien u dit wenst kunnen we de formulering voor 17° ook verduidelijken ».

Compte tenu de ces précisions, le 16° sera revu dans le sens indiqué.

Article 9

1. Dans sa version française, le 1° fait référence aux « délits visés à l'article 61, 1° de la loi ». Or, l'article 61, 1°, de la loi impose de ne pas avoir été condamné, « même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle telle que visée à l'article 7 du Code pénal [...] ».

Pour éviter toute ambiguïté, il y a lieu dès lors de renvoyer, comme dans la version néerlandaise, aux « infractions visées à l'article 61, 1°, de la loi ».

2. Aux 8°, 9°, 10°, 11° et 16°, il y a lieu d'éviter que, par l'usage des mots « l'intéressé », il puisse être entendu que peut être visée une autre personne que le candidat à la formation dont il est question dans la phrase liminaire. Il convient d'utiliser le pronom « il ».

Articles 19 et 21

Comme le fait apparaître l'article 6, 5°, de l'arrêté en projet, tout agent de gardiennage qui souhaite exercer les activités visées au règlement (UE) n° 1214/2011 doit être détenteur d'une « attestation de compétence agent de gardiennage – transport protégé » et d'une « attestation de compétence agent de gardiennage – transport transfrontalier ».

Dans son avis n° 55.461/2¹, la section de législation du Conseil d'État avait observé ce qui suit :

« Pour respecter l'article 5, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du règlement (UE) n° 1214/2011, le projet d'arrêté doit garantir que les personnes souhaitant exercer l'activité en question ont, en vue d'obtenir l'une ou l'autre de ces attestations, suivi avec fruit une formation dans des domaines couvrant les matières qu'énumère l'annexe VI du règlement.

¹ Avis n° 55.461/2 donné le 2 avril 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 25 avril 2014 'modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou d'un service interne de gardiennage et relatif à l'agrément des formations', observation sous les articles 11 et 12, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/55461.pdf>.

Les intitulés des cours qui doivent être suivis, en vertu des dispositions à l'examen, pour obtenir l'attestation de compétence agent de gardiennage – CIT' et l'attestation de compétence agent de gardiennage – transport transfrontalier' permettent de considérer que cette condition est remplie pour la majorité des matières indiquées dans l'annexe VI du règlement (UE) n° 1214/2011.

Toutefois, les dispositions à l'examen ne couvrent pas certaines des matières qu'énumère l'annexe VI du règlement (UE) n° 1214/2011. Ainsi en va-t-il de celles qui sont indiquées au dixième, au treizième et au seizième tirets du point 3, ainsi que dans le troisième tiret du dernier alinéa, de ladite annexe ».

L'auteur du projet doit s'assurer que ces exigences européennes sont rencontrées en l'espèce, ce qui ne ressort pas de l'intitulé des cours.

Article 34

L'article 34 prévoit que les formations peuvent uniquement être proposées et organisées si l'organisme de formation est autorisé et si la formation est agréée « aux conditions telles que visées en exécution des articles 31 et 148 » de la loi.

Dès lors que les articles 31 et 148 ne visent pas les « conditions » permettant d'obtenir une autorisation ou un agrément, de l'accord de la déléguée du Ministre, les termes « aux conditions telles que visées en exécution des articles 31 et 148 de la loi » seront remplacés par les termes « conformément aux articles 31 et 148 de la loi ».

Article 38

Il ressort des contacts pris avec la déléguée du Ministre que l'intention consiste à permettre l'organisation de cours à distance dans certaines branches dans l'hypothèse où ce type d'organisation permet de garantir une qualité de formation équivalente.

Afin de mieux circonscrire l'habilitation donnée au Ministre, cette précision devrait apparaître dans le dispositif.

Article 39

Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, 4^o, il y a lieu de placer une virgule entre les mots « dépasser » et « les jours » et entre les mots « enseignées » et « le nombre ».

Article 45

L'auteur du projet vérifiera si, à l'alinéa 2 de la version française, il n'y a pas lieu d'écrire « qui a été précédemment refusé » afin de se référer à l'organisme de formation plutôt qu'aux installations de celui-ci.

Article 54

Aux 2° et 3°, il conviendrait de spécifier le type de circonstances dans lesquelles l'administration pourrait prendre les décisions envisagées ².

En outre, au 3°, on écrira « présenter » dans le texte français.

Article 58

Au 2°, deuxième tiret, le texte français doit faire apparaître que les attestations ne peuvent dater de plus de six mois, ainsi qu'il résulte de la version néerlandaise de cette disposition.

Article 63

Dans la version française du 1°, second tiret, il y a lieu d'écrire « a échoué maximum une fois ».

Article 68

1. Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, seconde phrase, les mots « logiquement conclure que » seront remplacés par les mots « raisonnablement apprécier si ».
2. Contrairement à ce que prévoit l'article 64, l'article 68 ne se réfère plus à la notion de « personnalité équilibrée » ³.

Elle y sera introduite.

Article 73

À l'alinéa 1^{er}, *in fine*, les mots « le souscripteur » ne permettent pas d'identifier clairement à qui les frais en question seront imputés.

Si telle est l'intention, il y a lieu d'écrire « sont à la charge de l'organisme ayant inscrit le candidat ».

² En ce sens, voir l'avis n° 40.351/2 donné le 22 mai 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 décembre 2006 'relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage et relatives à l'agrément des formations', observation sous l'article 36, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40351.pdf>.

³ Voir aussi l'article 149 de la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière'.

Article 85

Pour désigner un jour civil, il n'est pas nécessaire de lui apposer le nom de « calendrier », qui le distinguerait des autres catégories, notamment jour férié, ouvrable, ouvré. Il suffit d'écrire simplement « jour ».

Article 91

Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, 4^o, le mot « parties » sera omis.

Article 95

Il y a lieu de préciser comme suit la référence à l'article « 91, 3^o » : « aux articles 91, alinéa 1^{er}, 3^o, [la suite comme au projet] ».

Article 100

De l'accord de la déléguée du Ministre, il doit être renvoyé à l'article 259 de la loi et non à l'article 262.

Article 106

1. Au début de la disposition en projet, mieux vaut indiquer « les personnes » plutôt que les « personnes suivantes ». La suite de la disposition n'énumère en effet pas des catégories de personnes visées, mais précise les conditions dans lesquelles les personnes qui ont obtenu une attestation de compétence pour l'exercice d'une fonction dirigeante sous le régime de la loi du 10 avril 1990 peuvent être considérées comme satisfaisant aux conditions fixées dans l'arrêté en projet.

La même observation vaut pour l'article 110.

2. Au 2^o, il y a lieu de remplacer les mots « au plus tard un an préalablement » par les mots « au plus tôt un an préalablement ».

La même observation vaut pour les articles 110, 2^o, et 111, 2^o.

3. Le 2^o doit être revu de manière telle qu'il apparaisse que la délivrance de la carte d'identification est une condition d'obtention de l'attestation de compétence, ce qui n'est pas rendu par les mots « ce qui donne lieu à sa délivrance ».

Article 108

Aux 3° et 4° de la version française, il y a lieu de remplacer le mot « elles » par le mot « ils ».

Articles 117 à 122

1. Afin de tenir compte des articles 118 et 119, qui prévoient que l'entrée en vigueur de certaines dispositions du projet sera fixée par le Ministre, il y a lieu, dans une seule et même disposition :

- en premier lieu, de fixer la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ;
- ensuite, d'habiliter le Ministre, par dérogation à la première règle, à fixer l'entrée en vigueur de certaines dispositions de l'arrêté, à savoir celles énoncées aux articles 118 et 119.

En tout état de cause, il n'y a guère de sens, comme dans l'article 117, de prévoir une disposition particulière pour l'entrée en vigueur de certaines dispositions qui correspond à la règle d'entrée en vigueur générale de l'arrêté.

Enfin, à l'article 120, il est inutile de prévoir que les abrogations y énoncées entrent en vigueur « à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté », cette question étant réglée par la règle générale d'entrée en vigueur.

Par ailleurs, l'article d'exécution figurera à la fin de l'arrêté, après la disposition relative à l'entrée en vigueur.

2. Ceci étant, en ce qui concerne la fixation de l'entrée en vigueur « le jour de sa publication » au *Moniteur belge*, il est rappelé qu'à moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Annexe 1

Dans la version française de l'annexe, le cinquième profil de compétence est relatif à la fonction de « personnes chargées des relations commerciales ».

Il convient de remplacer ces termes par ceux de « représentant commercial », qui est le terme utilisé pour cette fonction à l'article 2 et défini à l'article 1^{er}, 8°, du projet.

Annexe 2

Pour la partie « test de tir », il y a lieu de préciser, pour chacune des deux épreuves que ce texte comprend, le nombre maximum de points à obtenir.

OBSERVATIONS FINALES

1. La numérotation du projet n'est pas correcte. Ainsi :

- dans la version française, l'article 60 est numéroté 58 ;
- l'arrêté en projet ne contient pas d'article 82.

Après l'article 81, l'arrêté en projet sera renuméroté et il sera veillé à cette occasion à adapter également la numérotation dans les articles qui contiennent des renvois internes à d'autres articles de l'arrêté en projet.

2. Il n'y a pas lieu, lorsqu'il est fait référence à un article ou une annexe de l'arrêté en projet, de préciser qu'il s'agit d'un article ou d'une annexe « du présent arrêté ».

3. Dans la version française, il convient de remplacer « SELOR » par « le SELOR ».

4. La version française du projet doit être sérieusement vérifiée, au-delà des observations sur la qualité de cette version qui figurent déjà dans le corps du présent avis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat enkel de artikelen 61, 4°, 147, 150 en 259 van de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’ de rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit.

Het eerste lid moet dienovereenkomstig gewijzigd worden.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De Franse tekst van de bepaling onder 12° dient op de Nederlandse tekst afgestemd te worden.
2. Artikel 1 bevat twee bepalingen onder 13°. Het tweede moet vernummerd worden tot 14° en het vervolg van de nummering van de definities moet dienovereenkomstig aangepast worden.

Artikel 2

1. Zoals de gemachtigde van de minister bevestigd heeft, verwijst het begrip “uitvoerend personeelslid” naar dat van bewakingsagent (zoals blijkt in bijlage 1). Laatstgenoemd begrip, dat overigens in artikel 1, 7°, gedefinieerd wordt, dient dan ook gebruikt te worden.
2. In de Franse tekst moet na woord “service” het woord “interne” toegevoegd worden.

Artikel 6

1. In de bepaling onder 5° dienen de datum en het opschrift vermeld te worden van Verordening (EU) nr. 1214/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 november 2011

‘betreffende professioneel grensoverschrijdend transport van eurocontanten over de weg tussen lidstaten van de eurozone’.

2. De bepaling onder 15° dient onderverdeeld te worden in een bepaling onder a) en een bepaling onder b).

3. Naar aanleiding van een vraag betreffende het toepassingsgebied van de bepalingen onder 16° en 17°, die op een andere manier zijn gesteld dan de bepalingen onder 1° tot 15°, heeft de gemachtigde van de minister de volgende preciseringen gegeven:

“Punt 17° is van toepassing op alle bewakingsagenten.

Punt 16° is van toepassing op de personen die activiteiten 3°, 7° en 13° van de wet uitvoeren maar nog niet de volledige opleiding doorlopen hebben en dit dus enkel onder specifieke voorwaarden kunnen doen.

Punt 16 dient inderdaad duidelijker geformuleerd te worden en indien u dit wenst kunnen we de formulering voor 17° ook verduidelijken”.

Gelet op die preciseringen moet de bepaling onder 16° in de aangegeven zin herzien worden.

Artikel 9

1. In de Franse tekst van de bepaling onder 1° wordt verwezen naar “délits visés à l’article 61, 1° de la loi”. Artikel 61, 1°, van de wet bepaalt evenwel dat men niet veroordeeld mag zijn, “zelfs niet met uitstel, tot enige correctionele of criminele straf, zoals bedoeld in artikel 7 van het Strafwetboek (...)”.

Om elke onduidelijkheid te voorkomen, dient bijgevolg, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst, in de Franse tekst verwezen te worden naar “infractions visées à l’article 61, 1°, de la loi”.

2. Wat de bepalingen onder 8°, 9° en 16° betreft, dient vermeden te worden dat, door het gebruik van het woord/de woorden “(de) betrokkene”, die bepalingen aldus begrepen zouden kunnen worden dat een andere persoon bedoeld kan worden dan de kandidaat voor de opleiding waarvan in de inleidende zin sprake is. Het verdient aanbeveling het voornaamwoord “hij” te gebruiken. Dezelfde opmerking geldt voor de bepalingen onder 10° en 11° van de Franse tekst van het ontwerp.

Artikelen 19 en 21

Zoals uit artikel 6, 5°, van het ontworpen besluit blijkt, dient elke bewakingsagent die de activiteiten bedoeld in verordening (EU) nr. 1214/2011 wil uitoefenen houder te zijn van een “bekwaamheidsattest bewakingsagent - beveiligd vervoer” en van een “bekwaamheidsattest bewakingsagent - grensoverschrijdend transport”.

In advies 55.461/2¹ heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State ,opgemerkt wat volgt:

“Om geen afbreuk te doen aan artikel 5, lid 1, alinea 2, van verordening (EU) nr. 1214/2011, moet in het ontwerpbesluit bepaald worden dat de personen die de desbetreffende activiteiten wensen uit te oefenen, voor het behalen van een van beide attesten, met succes een opleiding gevolgd moeten [hebben] in verband met de aangelegenheden die opgesomd worden in bijlage VI bij de verordening.

Uit de titels van de cursussen die krachtens de voorliggende bepalingen gevolgd dienen te worden voor het behalen van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – CIT’ en van het ‘bekwaamheidsattest bewakingsagent – grensoverschrijdend transport’ kan worden geconcludeerd dat aan die voorwaarde is voldaan voor het merendeel van de aangelegenheden die vermeld worden in bijlage VI bij verordening (EU) nr. 1214/2011.

Een aantal aangelegenheden die opgesomd worden in bijlage VI bij verordening (EU) nr. 1214/2011 komt evenwel niet aan bod in de thans voorliggende bepalingen. Dat geldt voor de aangelegenheden waarvan sprake is in het tiende, dertiende en zestiende streepje van punt 3, alsook in het derde streepje van het laatste lid, van de voornoemde bijlage.”

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen of de Europese vereisten ter zake vervuld zijn, wat niet blijkt uit de benaming van de vakken.

Artikel 34

Artikel 34 bepaalt dat de opleidingen slechts aangeboden en georganiseerd mogen worden indien de opleidingsinstelling vergund en de opleiding erkend is “onder de voorwaarden bepaald in uitvoering van artikel 31 en 148 van de wet”.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat, doordat in de artikelen 31 en 148 geen sprake is van de “voorwaarden” voor het verkrijgen van een vergunning of een erkenning, de woorden “onder de voorwaarden bepaald in uitvoering van artikel 31 en 148 van de wet” vervangen dienen te worden door de woorden “overeenkomstig de artikelen 31 en 148 van de wet”.

Artikel 38

Uit de contacten met de gemachtigde van de minister blijkt dat het de bedoeling is om de organisatie van afstandsonderwijs mogelijk te maken voor bepaalde vakken indien met dat dit type van organisatie voor een gelijkwaardig opleidingsniveau gezorgd kan worden.

¹ Advies nr. 55.461/2, dat op 2 april 2014 verstrekt is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 25 april 2014 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en –ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen’, opmerking bij de artikelen 11 en 12, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/55461.pdf>.

Teneinde de machtiging aan de minister beter af te bakenen, zou die precisering in het dispositief opgenomen moeten worden.

Artikel 39

In de Franse tekst van het eerste lid, 4°, dient een komma geplaatst te worden tussen de woorden “dépasser” en “les jours” en tussen de woorden “enseignées” en “le nombre”.

Artikel 45

De steller van het ontwerp moet nagaan of, in het tweede lid van de Franse tekst, niet geschreven dient te worden “qui a été précédemment refusé”, zodat verwezen wordt naar de opleidingsinstelling in plaats van naar de accommodatie ervan.

Artikel 54

In de bepalingen onder 2° en 3° zou nader aangegeven moeten worden in welk soort van omstandigheden de administratie de beslissingen in kwestie zou kunnen nemen.²

Bovendien schrijve men in de Franse tekst van de bepaling onder 3° “présenter”.

Artikel 58

Wat de bepaling onder 2°, tweede streepje, betreft, dient in de Franse tekst aangegeven te worden dat de attesten niet ouder mogen zijn dan zes maanden, zoals dat blijkt uit de Nederlandse tekst van die bepaling.

Artikel 63

In de Franse tekst van de bepaling onder 1°, tweede streepje, schrijve men “a échoué maximum une fois”.

Artikel 68

1. In de Franse tekst van het eerste lid, tweede zin, moeten de woorden “logiquement conclure que” vervangen worden door de woorden “raisonnablement apprécier si”.

² Zie in die zin advies nr. 40.351/2, dat op 22 mei 2006 verstrekt is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 21 december 2006 ‘betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen’, opmerking bij artikel 36, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40351.pdf>.

2. Anders dan in artikel 64 wordt in artikel 68 geen gewag meer gemaakt van het begrip “evenwichtige persoonlijkheid”.³

Dat begrip dient daarin opgenomen te worden.

Artikel 73

Wat het eerste lid, *in fine*, betreft, kan aan de hand van de woorden “de inschrijver” niet met zekerheid vastgesteld worden aan wie de kosten in kwestie aangerekend zullen worden.

Als zulks de bedoeling is, schrijve men “zijn te laste van de instelling die de kandidaat ingeschreven heeft”.

Artikel 85

Voor het aanduiden van alle dagen behoort geen gebruik te worden gemaakt van het woord “kalenderdagen”, wat die dag zou onderscheiden van andere categorieën zoals feestdagen, werkdagen of weekdagen. Men schrijve gewoon “dagen”.

Artikel 91

In de Franse tekst van het eerste lid, 4°, moet het woord “parties” worden weggelaten.

Artikel 95

De verwijzing naar artikel “91, 3°” dient als volgt gepreciseerd te worden: “de artikelen 91, eerste lid, 3°, (voorts zoals in het ontwerp)”.

Artikel 100

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat verwezen dient te worden naar artikel 259 en niet artikel 262 van de wet.

³ Zie ook artikel 149 van de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’.

Artikel 106

1. Wat het begin van de ontworpen bepaling betreft, is het beter om “Personen” te schrijven in plaats van “Volgende personen”. In het vervolg van de bepaling wordt immers geen opsomming gegeven van de categorieën van beoogde personen maar van de voorwaarden waaronder personen die onder de gelding van de wet van 10 april 1990 een bekwaamheidsattest voor het uitoefenen van een leidinggevende functie behaald hebben, geacht worden te voldoen aan de vereisten die in het ontworpen besluit gesteld worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 110.

2. In de bepaling onder 2° dienen de woorden “uiterlijk één jaar voorafgaand” vervangen te worden door de woorden “op zijn vroegst één jaar voorafgaand”.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 110, 2°, en 111, 2°.

3. De bepaling onder 2° dient aldus herzien te worden dat daaruit blijkt dat de afgifte van de identificatiekaart een voorwaarde is voor het verkrijgen van het bekwaamheidsattest, wat niet wordt weergegeven door de woorden “dewelke leidt tot de afgifte ervan”.

Artikel 108

In de Franse tekst van de bepalingen onder 3° en 4° dient het woord “elles” te worden vervangen door het woord “ils”.

Artikelen 117 tot 122

1. Teneinde rekening te houden met de artikelen 118 en 119, waarin wordt bepaald dat de datum van inwerkingtreding van een aantal artikelen van het ontwerp door de minister bepaald zal worden, dient in één enkele bepaling:

– in de eerste plaats de datum van inwerkingtreding van het besluit vastgesteld te worden;

– de minister vervolgens gemachtigd te worden om, in afwijking van de eerste regel, de datum van inwerkingtreding vast te stellen van een aantal bepalingen van het besluit, te weten die welke vervat zijn in de artikelen 118 en 119.

Het heeft hoe dan ook weinig zin om, zoals in artikel 117, te voorzien in een bijzondere bepaling voor de datum van inwerkingtreding van een aantal bepalingen die samenvalt met de bepaling voor de inwerkingtreding van het besluit in zijn geheel.

Ten slotte is het nutteloos om in artikel 120 te bepalen dat de daarin opgesomde opheffingen in werking treden “op de datum van inwerkingtreding van dit besluit”, aangezien die kwestie geregeld wordt door algemene regel voor de inwerkingtreding.

Daarenboven dient de uitvoeringbepaling aan het eind van het besluit te komen, na de bepaling betreffende de inwerkingtreding.

2. Dat gezegd zijnde, wordt er met betrekking tot de vaststelling van de inwerkingtreding “op de dag van zijn publicatie” in het *Belgisch Staatsblad* aan herinnerd dat, tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, in beginsel afgezien dient te worden van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Bijlage 1

In de Franse tekst van de bijlage heeft het vijfde competentieprofiel betrekking op de functie van “personnes chargées des relations commerciales”.

Die woorden dienen vervangen te worden door de woorden “représentant commercial”, wat overeenkomt met de term die in artikel 2 voor die functie gebruikt wordt en in artikel 1, 8°, van het ontwerp gedefinieerd wordt.

Bijlage 2

Voor het onderdeel “Schiетtest” dient voor elk van beide proeven waaruit die test bestaat, het maximaal aantal te behalen punten opgegeven te worden.

SLOTOPMERKINGEN

1. Niet alle bepalingen van het ontwerp zijn correct genummerd. Zo:

- draagt in de Franse tekst artikel 60 het nummer 58;
- bevat het ontworpen besluit geen artikel 82.

Na artikel 81 moet het ontworpen besluit vernummerd worden, waarbij erop toegezien dient te worden dat de nummering eveneens aangepast wordt in de artikelen die interne verwijzingen naar andere artikelen het ontworpen besluit bevatten.

2. Wanneer verwezen wordt naar een artikel of een bijlage van het ontworpen besluit, is het niet nodig te preciseren dat het gaat om een artikel of een bijlage “van dit besluit”.

3. In de Franse tekst dient “SELOR” vervangen te worden door “le SELOR”.

4. De Franse tekst van het ontwerp dient grondig nagekeken te worden, los van de opmerkingen over de kwaliteit van die tekst die al opgenomen zijn in dit advies.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT